

RB/N° 8313.51.109

PERMIS DE BATIR

-:-:-:-:-:-:-:-:-

LE COLLEGE DES BOURGMESTRE ET ECHEVINS,

Vu la demande introduite par M. LISBACK Christian et relative à un immeuble sis 109, rue Ed. Dekoster.

Attendu que l'avis de réception de cette demande porte la date du 18.11.1969 ;

Vu la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'Urbanisme ;

Vu l'article 90, 8° de la loi communale, tel qu'il est modifié par l'article 71 de la susdite loi ;

Vu l'arrêté royal du 19 avril 1962, sur l'instruction des demandes de permis de bâtir ;

(1) Attendu qu'il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé l'immeuble, de plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi ;

(1) Attendu qu'il n'existe, pour le territoire où se trouve situé l'immeuble, qu'un plan particulier prévu par l'art. 17 de la loi susdite et approuvé par arrêté royal du ;

(1) Attendu que l'immeuble ne se trouve pas dans le périmètre d'un lotissement dûment autorisé ;

(2) Vu le règlement communal sur les bâtiess ;

Attendu que le dispositif de l'avis émis en application de la susdite loi par le fonctionnaire délégué de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire est libellé comme suit :

"Avis censé favorable en exécution du N° 7 de la circulaire ministérielle "du 21 avril 1962"

ARRETE :

Article 1er - Le permis de bâtir est délivré à M. LISBACK Christian qui devra :

1) respecter les conditions prescrites par l'avis reproduit ci-dessus du fonctionnaire délégué de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire ;

2) (3)

1° Fournir les plans du béton armé avant le commencement des travaux.
2° Respecter les corrections apportées aux plans.

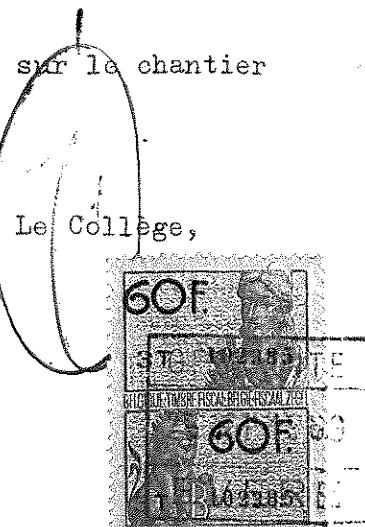
Article 2 - Expédition du présent arrêté est transmise au demandeur et au fonctionnaire délégué de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire.

Article 3 - Le présent permis doit être tenu continuellement sur le chantier à la disposition des services de contrôle.

Le 9.12.1969
Par le Collège,

Le Secrétaire Communal,

- (1) Biffer l'alinéa inutile.
(2) A biffer s'il n'en existe pas.
(3) A compléter éventuellement.



EXTRAIT DE LA LOI DU 29 MARS 1962.

Art. 45 - Aussi longtemps qu'il n'existe pas, pour le territoire où se trouve situé l'immeuble, de plan particulier d'aménagement approuvé par le Roi, le permis ne peut être délivré que de l'avis conforme du ou des fonctionnaires de l'Administration de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire, délégués par le Ministre et désignés plus loin sous le titre de "le fonctionnaire délégué".

Cet avis peut, moyennant due motivation, conclure au refus du permis. Il peut aussi subordonner la délivrance du permis à des conditions destinées à sauvegarder le bon aménagement des lieux, en s'écartant au besoin de toutes prescriptions réglementaires existantes et notamment de celles découlant de plans d'alignement.

La même procédure est applicable à la délivrance du permis de bâtir relatif aux constructions à ériger dans les limites des plans particuliers prévus à l'article 17.

Le permis doit reproduire le dispositif de l'avis donné par le fonctionnaire délégué. Le demandeur est tenu de respecter les conditions prescrites par cet avis.

Art. 47 - L'implantation des constructions nouvelles est indiquée sur place par les soins du collège qui se conformera à l'avis éventuellement émis par le fonctionnaire délégué, et, en outre, s'il s'agit de construire le long de la grande voirie, aux règlements et avis de l'administration intérimaire.

Art. 52 Si, dans l'année de la délivrance du permis, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux, le permis est périmé

Toutefois, le collège échevinal peut, à la demande de l'intéressé proroger le permis pour une seconde période d'un an.

Art. 54 - Notification de la décision du collège octroyant ou refusant le permis est faite au demandeur, par pli recommandé à la poste, dans les cent quatre-vingt-dix jours de la date de l'avis de réception.

Art. 55. Le demandeur peut dans les trente jours de la notification de la décision du Collège échevinal introduire, auprès de la députation permanente, un recours contre cette décision.

La décision de la Députation permanente est notifiée au demandeur dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste du pli recommandé contenant le recours.

Le demandeur peut, dans les trente jours qui suivent la notification de la décision de la Députation permanente ou, à défaut de cette notification, l'expiration du délai dans lequel elle devait avoir lieu introduire un recours auprès du Roi.

Si la décision du Roi n'est pas notifiée dans les soixante jours de la date du dépôt à la poste du pli recommandé contenant le recours, le demandeur peut par lettre recommandée adresser un rappel au Ministre.

Si, à l'expiration d'un nouveau délai de trente jours prenant cours à la date de ce rappel, le Roi n'a pas fait connaître sa décision, le demandeur peut, sans autre formalité, passer à l'exécution des travaux en se conformant aux indications du dossier qu'il a déposé.

Les décisions de la députation permanente et du Roi sont motivées.

Les décisions de la Députation permanente et du Roi sont motivées. Le demandeur ou son conseil sont, s'ils le désirent entendus par la Députation permanente ou par le Ministre.

REMARQUE IMPORTANTE.

Le présent permis ne dispense pas le bénéficiaire de l'obligation de solliciter les autres autorisations qui lui seraient nécessaires et notamment celle de l'autorité communale ou provinciale requise pour exploiter un établissement dangereux, insalubre ou incommodé.

RECOMMANDÉ

Commune d'Evere.
Travaux Publics.

RB/N° 8313, 51-199

DEMANDE DE PERMIS DE BATIR.
Notification de la décision

Le

Monsieur LISBACK Christian

Rue Ed. Dekoster n° 109
1140 BRUXELLES

Monsieur,

Conformément à l'article 54 de la loi du 29 mars 1962, organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, nous avons l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli un exemplaire de la décision de notre collège échevinal en date du 9 décembre 1969, portant octroi d'un permis de bâtir.

Transformer la façade, 109, rue Ed. Dekoster.
Nous croyons utile d'attirer votre attention sur les
dispositions légales reproduites à la suite de ladite décision.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée.

Par ordonnance :
Le Secrétaire Communal

Le Collège,

Par ordonnance :
Le Secrétaire Communal,

